

Equateur: Correa "libéré" par des militaires

01-10-2010

Après une fusillade, les militaires ont libéré Correa de l'encerclement policier. Les agents se sont soulevés à Quito contre une loi qui leur retire des bénéfices et retarde leurs avancements. Le président, libéré hier soir, a assuré qu'ils voulaient l'assassiner. Il a reçu une ample solidarité internationale.

Peu après minuit heure Argentine, le président d'Équateur, Rafael Correa, a réussi à retourner au balcon de la Maison de Gouvernement. Et là, devant ses adeptes, il a dénoncé les "environ 200 policiers, qui ont été manipulés, et à des infiltrés et conspirateurs". Ils auraient été les responsables d'une tentative présumée de coup d'Etat et de l'avoir maintenu comme otage durant douze heures dans l'Hôpital Policier de la capitale équatorienne. "C'est le plus triste jour de mon gouvernement et l'un des plus tristes de ma vie", a commencé son discours Correa. Et il a accusé "l'infamie des conspirateurs de toujours qui ont séquestré leur président". Il a ajouté que c'est "un jour de tristesse profonde et que je n'ai jamais cru que cela allait arriver à mon gouvernement qui croit profondément en la paix". Et il a aussi remercié leur solidarité aux présidents des autres pays sud-américains (qui à la même heure commençaient à se réunir à Buenos Aires pour condamner la révolte policière). Dans une autre partie de son allocution, Correa a rappelé les bénéfices qu'il avait accordé aux forces policières tout au long de son mandat. Et il a aussi dénoncé les agressions physiques qu'il a subies durant la journée. Correa a été "sauvé" par des forces militaires et est sorti en auto, peu auparavant, quand augmentait la tension avec les policiers qui le maintenaient retenu. Comme, l'a dénoncé le vice-ministre de l'Intérieur, Edwin Jarrind, Correa est sorti de l'hôpital après un combat entre les policiers soulevés et les militaires loyaux au gouvernement. Cet affrontement s'était prolongé pendant plus d'une demi-heure. **CONDAMNATION INTERNATIONALE** La communauté internationale en réunion plénière a catégoriquement soutenu le gouvernement de Correa devant le soulèvement d'un secteur des forces policières qui a mis en doute la stabilité de la démocratie dans ce pays d'Amérique du Sud. (...) Les États-Unis, l'ONU, l'Organisation des États Américains (OEA), le chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et pratiquement tous les gouvernements du continent ont emphatiquement condamné le soulèvement et ont soutenu le mandataire équatorien qui se trouvait dans un hôpital "assiégé" par les insubordonnés. Les événements se sont précipités à midi quand des centaines de policiers ont initié une protestation dans le principal régiment de Quito contre une loi du Congrès qui a éliminé des bénéfices économiques pour cette force. Connue la situation, Correa s'est présentée dans le régiment pour dialoguer avec les policiers et après avoir prononcé un discours dramatique depuis une fenêtre*, il s'est retirée au milieu de coups et d'un nuage de fumée produit par quelques grenades à gaz que les effectifs lui ont lancé. Ses gardes du corps se sont vus obligés de lui fournir un masque pour qu'il puisse respirer. Ces images ont causé un fort impact et des milliers de manifestants se sont lancés dans les rues, tandis que dans différents médias on appelait à "sauver le président" qui a trouvé un refuge dans un Hôpital Policier de Quito. Les scènes ont montré des centaines de personnes désarmées marchant vers les cordons policiers qui "scellaient" l'hôpital. Il y a eu des courses poursuites et des contremarches. A ce moment, on parlait déjà d'un "coup d'État" et le gouvernement avait décrété le "régime d'exception". Le chef du Commando Conjoint des Forces Armées d'Équateur, le général Ernesto González, a expliqué le soutien militaire au gouvernement. La Razon, 01 octobre 2010. http://www.larazon.com.ar/internacional/Despues-tiroteo-rescatan-Correa-policias_0_172800085.html Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>